

Bureaux de poste de proximité : Pour le Service Public, la protection de l'environnement et nos emplois

La CGT FAPT défend un réseau de bureaux de poste de proximité, utile aux populations, protecteur de l'emploi et indispensable au Service Public. Notre ambition est claire : maintenir des bureaux ouverts, renforcer les équipes et garantir un accueil humain, accessible à toutes et tous. Depuis la mise en place des CSE, plus de 3 000 postes de travail ont été supprimés ou non remplacés à la BGP : ce sont des collègues en moins, des équipes fragilisées et des usagers éloignés du Service Public.

La direction présente ces choix comme une simple « adaptation ». Pour la CGT FAPT, d'autres solutions existent : plutôt que fermer plus de 500 bureaux entre début 2026 et le premier trimestre 2027, il faut engager un plan de maintien et de développement du service postal et bancaire de proximité. Maintenir un maillage territorial dense, c'est répondre aux besoins des territoires ruraux, des quartiers populaires, des personnes âgées et de toutes celles et ceux qui ont besoin d'un accueil postal et bancaire humain. C'est aussi éviter des déplacements supplémentaires aux usagers comme aux personnels, limiter les trajets contraints et réduire l'impact environnemental des réorganisations.

D'autres choix sont possibles : renforcer le service public plutôt que réduire le réseau

Sur le terrain, les conséquences sont concrètes : suppressions d'emplois, postes vacants, absences non remplacées, secteurs agrandis, mobilités multipliées. Ces choix pèsent sur la santé, la vie familiale, la qualité du travail et l'environnement. Le maintien de bureaux de proximité est une solution sociale, écologique et efficace.

Les cadres sont eux aussi touchés : périmètres élargis, objectifs alourdis, pression managériale renforcée, outils et reportings multipliés, manque de moyens... Les fusions de secteurs entraînent généralement un DS et un RE en moins.



**Pour nos services publics
29 septembre 2026**

La CGT FAPT propose de redonner des moyens aux collectifs et de construire les organisations avec celles et ceux qui font vivre le Service Public.

Les déplacements inter-bureaux ne doivent pas compenser les suppressions d'emplois. La CGT FAPT défend des effectifs suffisants dans chaque bureau, des remplacements organisés localement et la reconnaissance de tout déplacement imposé comme du temps de travail effectif, avec remboursement intégral des trajets professionnels (essence, entretien et usage du véhicule au coût réel).



Avec la CGT FAPT, exigeons :

- L'arrêt immédiat des fermetures de bureaux, des fusions de secteurs et des réductions d'horaires.
- Un moratoire sur le dimensionnement du réseau, avec l'intervention des personnels, des usagers et des élus locaux.
- La fin des mobilités subies, des affectations éloignées et des déplacements imposés sans reconnaissance ni remboursement intégral.
- Des organisations construites avec les personnels, respectueuses des repos, des week-ends et de l'équilibre vie professionnelle/vie personnelle.
- Des emplois stables, qualifiés et en nombre suffisant dans tous les bureaux, avec une formation en présentiel et de vrais parcours de carrière.
- Le développement du service autour du numérique et la lutte contre l'illectronisme, les outils et la formation pour y parvenir.
- La proposition d'une offre élargie de service d'instance et de mode de livraison de colis en bureau de poste.
- Une organisation du réseau qui limite les déplacements, réduit l'empreinte environnementale et garantit un service public postal et bancaire de proximité.
- L'augmentation générale des salaires, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et la revalorisation de toutes les grilles.

L'argent existe ! On nous répète qu'il n'y aurait pas d'argent pour les salaires, l'emploi ou le Service Public. C'est faux !

En France, les aides publiques aux entreprises atteignent au moins 211 milliards d'euros selon une commission d'enquête du Sénat. Avec de véritables contreparties sociales et environnementales, cet argent pourrait financer l'emploi, les salaires, la retraite et les services publics.

Pendant que les salariés se serrent la ceinture, les résultats financiers progressent et les actionnaires encaissent (dividendes augmentés de 55% en quatre ans). Les richesses existent : elles doivent servir les salaires, les emplois, les bureaux de poste et la qualité du Service Public.

Ces choix ne sont pas une fatalité. Par la mobilisation, nous pouvons imposer d'autres orientations : des emplois, des bureaux de proximité, des salaires revalorisés, des conditions de travail dignes et un service public utile socialement comme écologiquement.

Avec de véritables contreparties sociales et environnementales, cette somme permettrait notamment de :

- Créer 4,8 millions d'emplois à temps plein au niveau du salaire médian.
- D'accorder aux 27 millions de travailleuses et travailleurs actifs l'équivalent de 9 semaines supplémentaires de congés payés, toujours sur la base du salaire médian, ou financer des départs à la retraite à 60 ans.
- D'augmenter de 400 € nets par mois, sous forme de salaire socialisé supplémentaire, l'ensemble des travailleurs et travailleuses en France, avec une revalorisation du SMIC et de toutes les grilles salariales.

Pour nos salaires, nos emplois, des conditions de travail dignes, le respect de nos qualifications et de nos métiers, le maintien des bureaux de poste, pour un véritable Service Public postal et bancaire de proximité.

LE 29 SEPTEMBRE : TOUS ET TOUTES EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION !



**Fédération nationale des salariés du secteur
des activités postales et de télécommunications CGT**
263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 48 18 54 00 C.C.P. Paris 20376 D
Site : www.cgt-fapt.fr Mail : fede@cgt-fapt.fr